

Déclaration

Sommet « Junior 8 » 2009 - Déclaration de Rome

ROME, 9 juillet 2009

Nous, les 54 participants au Sommet « Junior 8 » (J8), venus d'Afrique du Sud, d'Allemagne, du Brésil, du Canada, de Chine, d'Égypte, de France, d'Inde, d'Italie, du Japon, du Mexique, de Russie, du Royaume-Uni et des États-Unis, nous sommes rassemblés à Rome en Italie pour proposer que nos dirigeants agissent immédiatement. Nous les invitons à écouter les jeunes et à prendre nos propositions au sérieux.

En tant que jeunes, nous représentons les dirigeants de l'avenir et nous serons par conséquent les plus touchés par les décisions que vous prenez aujourd'hui. Nous pensons que la collaboration entre les adultes et les jeunes est le meilleur moyen d'assurer un avenir meilleur à la nouvelle génération. Les jeunes d'aujourd'hui désirent donner suite aux recommandations qui sont faites et examineront les actions entreprises par les pays représentés. Le J8 demande aux dirigeants d'écouter les jeunes et d'agir pour concrétiser les déclarations précédentes ainsi que la nôtre. Les conclusions du 5e Sommet « Junior 8 » sont les suivantes :

LES DROITS DE L'ENFANT DANS LE CONTEXTE DE LA CRISE FINANCIÈRE MONDIALE

Même dans une période de crise financière, les droits de l'enfant ne doivent pas être négligés et des efforts urgents sont nécessaires pour les protéger. Nous, les jeunes, lançons un appel aux gouvernements du G8 pour qu'ils tiennent les promesses faites aux enfants en augmentant le soutien financier, technique et humain aux pays qui en ont besoin pour réaliser les Objectifs du millénaire pour le développement (OMD), particulièrement dans les domaines de la santé et de l'éducation.

Comme les conséquences de la crise financière se traduisent par une violation des droits des enfants à l'éducation, nous recommandons vivement que tous les gouvernements offrent des bourses d'étude et aident les familles des enfants dans le besoin, afin que tous les enfants aient accès à une éducation gratuite, complète et de qualité.

Une meilleure régulation des marchés internationaux est nécessaire pour atténuer immédiatement les conséquences de la crise actuelle pour les enfants et pour empêcher qu'elle ne se répète.

Nous encourageons les dirigeants à favoriser les investissements du secteur privé, et particulièrement à développer la responsabilité sociale des entreprises dans des programmes qui se concentrent particulièrement sur le sort des enfants et des familles touchés par la crise financière. Les gouvernements doivent soutenir les organisations qui défendent les droits de l'enfant afin que ceux-ci soient respectés.

LE CHANGEMENT CLIMATIQUE

ATTÉNUATION

La réduction des émissions de gaz à effet de serre est cruciale pour le bien-être de notre planète. Nous insistons pour que les dirigeants du G8 développent les orientations amorcées

par le protocole de Kyoto et en signent une nouvelle version améliorée dans le cadre de l'Accord de Copenhague. Les articles de ce document doivent affirmer que :

- Les gouvernements des pays développés et des pays en développement doivent financer les technologies vertes ;
- Les orientations concernant la politique foncière, les modifications de celle-ci, la sylviculture et le reboisement doivent être conçues pour ralentir la disparition des forêts ;
- Nous demandons instamment aux dirigeants du G8 de limiter le réchauffement climatique pour que la montée des températures n'atteigne pas 2 degrés centigrades ;
- Afin de faire respecter les règles définies, les pays qui n'adhèrent pas aux dispositions incluses dans les documents en question après un certain délai devraient se voir accorder le simple statut d'observateur et non de participant à la prochaine grande conférence mondiale sur le changement climatique ;
- L'Accord de Copenhague doit comporter un appel au renforcement de la participation des enfants et des jeunes à la lutte contre les changements climatiques.

ADAPTATION

Les pays du G8 doivent veiller à ce que l'accès à l'eau potable soit élargi à tout le monde, en particulier aux 1,2 milliard de citoyens du monde qui en sont privés. Pour assurer que l'eau soit partagée, préservée et protégée, nous proposons que les dispositions de l'initiative BLUE (acronyme en anglais) entrent en vigueur : réduction de la production d'eau en bouteille là où l'accès à l'eau potable est assuré, législation visant à assurer des ressources financières pour construire les infrastructures nécessaires à l'alimentation en eau potable dans les pays en développement, usage responsable de l'eau, éducation des jeunes sur la question de l'eau afin qu'ils comprennent clairement à quel point il est important d'économiser cette ressource.

Les dirigeants du G8 doivent aborder la question du carbone noir (la suie), qui représente environ 17 % des émissions de gaz à effet de serre et qui est produite par les fourneaux qui brûlent la biomasse, principalement dans les pays en développement.

TECHNOLOGIE

To combat climate change, G8 leaders should promote international cooperation for green initiatives, such as the creation of a Green Olympics. The Green Olympics will allow for the introduction of newly developed products from both amateur and professional scientists worldwide. These products will be sold on a "Green Marketplace".

FINANCEMENT

We call on the G8 leaders to establish an international financing mechanism for energy conservation and the implementation of renewable energy resources.

PAUVRETÉ ET DÉVELOPPEMENT EN AFRIQUE

Pour atteindre les Objectifs du millénaire pour le développement (OMD), nous suggérons instamment que les pays du G8 respectent leurs promesses de consacrer 0,7 % de leur PNB à l'aide au développement, fournissent à l'Afrique les 50 milliards de dollars d'aide promis et annulent la dette extérieure des pays en développement, conformément aux engagements et aux déclarations des précédents sommets. Ceci permettrait aux pays africains d'améliorer

simultanément la situation des secteurs de la santé, de l'eau et de l'assainissement, de l'éducation, des infrastructures et de l'agriculture.

Nous recommandons que les dirigeants du G8 aident les pays en développement par l'émission d' « obligations Fin de la pauvreté ». Les fonds recueillis seront transférés à des centres de micro-financement dans les pays en développement de façon à ce que des entreprises locales puissent être créées et de nouveaux emplois offerts. Les fonds consacrés à l'aide au développement doivent être soigneusement contrôlés par un organisme extérieur neutre qui s'assure qu'ils sont utilisés à bon escient et qu'une partie n'en est pas perdue à cause de la corruption.

Nous proposons aussi que les pays du G8 investissent dans des projets de développement rural comme le projet de Villages du millénaire en Afrique.

Nous encourageons les dirigeants du G8 à faire tous les efforts possibles pour inclure les pays en développement dans les pourparlers sur la libéralisation des échanges dans le cadre des négociations de Doha. Au terme de ce processus les pays industrialisés devraient abolir les barrières aux échanges comme les droits de douane et les subventions agricoles, ce qui permettrait aux pays en développement de participer au commerce international sur un pied d'égalité, particulièrement dans les domaines de l'agriculture et des énergies renouvelables. Ceci permettrait l'émergence d'économies stables et encouragerait les progrès vers l'élimination de la pauvreté extrême.

Les pays du G8 doivent prendre l'initiative d'acquérir les brevets des compagnies pharmaceutiques qui permettraient de produire des médicaments génériques pour traiter des maladies infectieuses comme le VIH/SIDA. Ceci assurerait l'accès de tous et de toutes à des médicaments gratuits dont les produits antirétroviraux et les vaccins contre la tuberculose, le paludisme et la polio.

ÉDUCATION

Garçons et filles ont le droit de recevoir une éducation gratuite, complète et de qualité sans aucune considération de race, de culture ou religion. De plus, pour que tous les enfants bénéficient d'une éducation au-delà du primaire, nous recommandons aux dirigeants du G8 de favoriser dans les pays en développement la mise en œuvre de programmes consacrés à la construction d'équipements scolaires et aux moyens annexes, spécialement des transports publics sécurisés pour les élèves.

Afin d'améliorer la qualité de l'éducation, nous insistons pour que les écoles fournissent nourriture et eau potable aux élèves dans le besoin. Il incombe aux parents d'envoyer leurs enfants à l'école et c'est la responsabilité de l'État d'assurer que tous les enfants ont accès à l'école sur un pied d'égalité et que leur condition physique et mentale leur permette de fréquenter l'école de manière régulière. Il faut également rendre l'école primaire obligatoire et fournir aux élèves les fournitures scolaires nécessaires et les uniformes requis. L'école doit finalement informer de manière impartiale.

Nous sommes également convaincus que des sessions de recyclage régulières et gratuites et une recertification périodique des enseignants sont vitales pour améliorer la qualité de l'éducation. Pour protéger la santé mentale des élèves et dans le cadre de ces efforts d'amélioration de l'éducation, nous demandons aux dirigeants du G8 de financer le soutien psychosocial à l'école.

Il est important que les dirigeants du G8 s'efforcent activement d'offrir des systèmes d'éducation amis des enfants qui impliquent les enfants dans les décisions qui les concernent. Nous demandons que l'opinion des élèves soit prise sérieusement en considération et que les décisions prises tiennent compte des propositions constructives exprimées par les enfants. Nous rappelons avec insistance que des équipements pour les activités parascolaires doivent être offerts aux jeunes. Il faut également mettre en place des mécanismes qui encouragent et récompensent le talent.

DÉCLARATION FINALE

Nous, les jeunes, sommes les gardiens à venir d'une planète menacée. Pour que des changements aient lieu, il faut que nous en soyons les yeux, le cour et la conscience. Les responsabilités éthiques et morales qui sont confiées aux dirigeants du G8 ont en fin de compte des conséquences pour toute l'humanité, il nous faut donc, ensemble, avoir assez de respect pour le présent et l'avenir dans lesquels les jeunes d'aujourd'hui vivent et vivront demain.

Nous vous demandons de nous écouter et de tenir compte de notre voix dans vos décisions. Agissez immédiatement !